

Grand Débat et Gilets Jaunes à Nancy



Innovation
**Recueillir la parole
des Gilets Jaunes**



Durée
6 mois



Coût
12 860 €



Nb de participants
650 participants



Échelle de participation
Concertation



ETP
**2 chargés de mission
2 garants
scientifiques
Bénévoles du C3D
1 plateforme de débat**

Contexte

Le Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy a souhaité répondre à la consultation citoyenne du grand débat national. Sollicitée par de nombreux maires, l'instance autonome a lancé **un processus de participation inédit dès décembre 2018**. L'objectif ? Faire **émerger de bonnes conditions d'implication des Gilets Jaunes dans le Grand Débat**, notamment sur la plateforme numérique.

Objectifs

- Toucher les populations éloignées des institutions
- Créer des lieux apaisés de participation citoyenne
- Garantir l'éthique des débats et la diversité des prises de paroles
- Remettre un avis citoyen aux autorités publiques
- Renouer la confiance entre les citoyens d'un territoire, ses institutions et ses représentants locaux

Collectivité

256.610 habitants

22/24, Viaduc Kennedy
54000 Nancy

Contact

Dominique Valck
Pt du Conseil de développement

dominique.valck@grandnancy.eu



Fiche réalisée en partenariat avec :

Démarche

◀ Articuler la réponse des Gilets Jaunes au Grand Débat

Le **Grand Débat National (GDN)** a été lancé par le Président de la République en réponse au **mouvement des Gilets Jaunes** et à la colère d'une grande partie de la population. Sur une période de 3 mois (janvier – mars 2019), le gouvernement a organisé une « consultation citoyenne » de très grande ampleur, ouverte à l'ensemble de la population, comprenant notamment un dispositif numérique : la plateforme www.granddebat.fr opérée par la start-up Cap Collectif.

Très vite, le Conseil de développement durable (C2D) de la Métropole du Grand Nancy a été très **critique au sujet des choix méthodologiques effectués autour de cette plateforme de participation en ligne** : une participation individuelle directe, sans phase de débat préalable, sans temps collectifs de délibération. Face à ce risque de « démocratie du clic » plus proche du sondage d'opinion que du réel débat, le C2D a voulu pallier aux défauts du dispositif national officiel en y ajoutant une phase préalable de délibération locale **garantissant l'éthique du débat et la diversité des prises de paroles**. Sollicitée par de nombreux maires, le C2D, instance indépendante constituée de bénévoles, a su être très réactive pour concevoir (dès décembre 2018) et **animer un processus participatif inédit** permettant une contribution qualitative du territoire au Grand Débat National.

▶ Recueillir la parole citoyenne

À la suite de l'appel de l'Assemblée des assemblées des Gilets Jaunes, des rencontres entre les membres du C2D et des Gilets Jaunes du territoire ont permis d'engager un **processus participatif impliquant autant des acteurs institutionnels que des acteurs issus d'un mouvement social très revendicatif**. Cette volonté d'assurer l'engagement de divers acteurs du territoire, dont des gilets jaunes locaux, a demandé une méthodologie rigoureuse pour recueillir la parole des citoyens. Quatre approches ont permis de construire un corpus exhaustif et représentatif : (1) **des débats en présentiel**, (2) d'autres à **distance via le numérique**, (3) des **micros-trottoirs** réalisés par des radios locales et (4) les **cahiers de doléances** en mairie.

Devant le nombre et la diversité des données recueillies (verbatim par exemple), les membres du C2D ont eu recours à l'intelligence artificielle via la plateforme CartoDÉBAT. Ils ont surtout fait appel à **deux garants scientifiques** pour réaliser une **analyse sémiologique et sociologique** des propos et comportements. Une première en France sur les corpus du GDN. Le point d'orgue de la démarche était l'ultime rencontre en présentiel : la « **manufacture des solutions** ». Ce temps a permis de présenter un rapport intermédiaire des contributions, basé sur un mélange d'IA et d'analyse humaine ...et qui a nourri le vote, au **jugement majoritaire**, pour hiérarchiser les propositions issues des débats.

Résultats

Au total, environ **650 personnes** ont pris part aux **14 événements participatifs** organisés sur le territoire de la Métropole du Grand Nancy de janvier à mars 2019. La plateforme CartoDÉBAT a quant à elle restitué **775 verbatim** entre débats, enquêtes des radios locales et transparence des cahiers de doléances.

Le 15 mars 2019 (délai fixé par le gouvernement pour la fin du GDN), le Conseil de Développement Durable publie un rapport dont la manufacture des solutions priorise **plus de 150 propositions**. Ce débat territorial animé par le C2D a donné **la parole localement à des personnes ou groupes de personnes qui ne se sentaient plus entendus**.

Cet exercice a été l'occasion de démontrer la **pertinence et l'adaptabilité du rôle d'animateur des Conseils de développement**, outils de la République au service du commun. Grâce à la plateforme CartoDÉBAT, et aux formats d'animation innovants, la démarche a permis **d'inventer des lieux apaisés de participation citoyenne** et de tester des méthodologies efficaces pour mener des réflexions collectives.

Témoignage

« L'enthousiasme et la mobilisation des citoyens interrogés, présents ou inter-agissants à distance, ont été très importants. Les règles de bienséance, de fraternité, et de « savoir-vivre » ont fait partie d'un accord « tacite ». La majorité des personnes souhaitant s'exprimer a pu le faire dans cet espace commun qui repose sur des valeurs citoyennes et républicaines partagées. On ne peut que regretter l'absence, de ceux qui ne partagent pas ce cadre ou ces valeurs et dont la parole n'a pas pu être entendue. » (Dominique Valck).

Les satisfactions

Temps d'analyse des contributions par des spécialistes et des élus locaux

Organisation de débats avec des publics hétérogènes, qui ne trouvent pas traditionnellement d'espace de prise de parole et d'échange.

Les obstacles

Lutter contre les appréhensions, postures de certains. La présence aux débats présentiels aurait pu être encore plus nombreuse.

Difficulté à toucher un public de jeunes, peu concernés par les questions fiscales notamment.

AVANT

PENDANT

APRÈS